



Cahiers de l'Urmis

13 | 2011

Les migrations dites "de transit"

Le Surinam, passages vers la Guyane. D'un pays à l'autre dans la circulation migratoire des Haïtiens

Maud Laëthier



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/urmis/951>

ISSN : 1773-021X

Éditeur

Urmis-UMR 7032

Édition imprimée

Date de publication : 4 octobre 2011

ISSN : 1287-471X

Référence électronique

Maud Laëthier, « Le Surinam, passages vers la Guyane. D'un pays à l'autre dans la circulation migratoire des Haïtiens », *Cahiers de l'Urmis* [En ligne], 13 | octobre 2011, mis en ligne le 12 octobre 2011, consulté le 04 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/urmis/951>

Ce document a été généré automatiquement le 4 mai 2019.



Les contenus des *Cahiers de l'Urmis* sont disponibles selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Le Surinam, passages vers la Guyane. D'un pays à l'autre dans la circulation migratoire des Haïtiens

Maud Laëthier

- 1 Cet article nous mène vers des terrains qui furent nommés, à la suite de Roger Bastide ([1967] 1996), les Amériques Noires¹. Au-delà de leur localisation géographique, ces espaces sont définis par la prise en considération d'un héritage historique marqué par le fait colonial et l'esclavage et, donc, par le caractère dynamique des constructions sociales et culturelles créoles qui y sont nées. Comme les autres départements français d'outre-mer, mais néanmoins marqué par une histoire qui le spécifie, le contexte guyanais à partir duquel porte mon propos, se rattache à cet ensemble géographique, historique et culturel. Or, aujourd'hui, la société guyanaise est traversée par un foisonnement de revendications identitaires et par une recherche de légitimation politique dans un contexte où les migrations contemporaines ont renforcé l'hétérogénéité de sa configuration socioculturelle. Ici, la question des migrations n'est pourtant pas nouvelle puisque depuis la fin du XIX^e siècle, différents vagues migratoires ont constitué la Guyane créole². Mais, dans ce territoire emboîté entre le Surinam, le Brésil et l'océan Atlantique, en une trentaine d'années, l'ampleur et la diversité des mouvements migratoires ont bouleversé la situation³. Ils ont contribué, pour l'essentiel, au triplement de la population et ont modifié les rapports sociaux entre les groupes.
- 2 Ici, certains mouvements de population s'inscrivent de part et d'autre des frontières politiques issues de la colonisation (portugaise, britannique, néerlandaise, française), le long des fleuves Maroni (frontière avec le Surinam) et Oyapock (frontière avec le Brésil)⁴. Mais, en Guyane, se côtoient également d'autres migrants : Chinois, Sainte-Luciens, Martiniquais, Guadeloupéens, Indiens, Libanais, Indonésiens, Brésiliens, Haïtiens, Hmong, Surinamais, Guyaniens, Dominicains, Péruviens, Colombiens, Sénégalais.
- 3 Mon propos porte sur les migrations en provenance d'Haïti. Toutefois, ce n'est pas seulement de la présence haïtienne en Guyane dont il va être question. L'analyse des

migrations haïtiennes vers la Guyane conduit à considérer le rôle joué par le Surinam, pays frontalier de la Guyane, dans la mobilité⁵.

- 4 Trois points retiendront successivement ici l'attention. Le premier traite de la mise en place des réseaux migratoires haïtiens vers la Guyane. Ce point permet de présenter comment, à partir des années quatre-vingt, alors que la présence des migrants devient numériquement significative dans le département, le durcissement de la politique nationale et l'exigence d'un visa, contribue à l'organisation d'un nouveau mode migratoire passant par le Surinam voisin et notamment par sa capitale, Paramaribo. Le second point de notre article concerne les différentes modalités sous lesquelles s'effectuent et se vivent les passages par cette ville. Ceux-ci affectent différemment l'expérience migratoire, le vécu de la ville et les projets individuels. Enfin, nous envisagerons la situation des migrants qui, après être passés par Paramaribo, se sont installés en Guyane. Plus que sur l'île de Cayenne, chef-lieu de département où les Haïtiens sont pourtant principalement installés, nous focaliserons notre regard dans l'ouest de la Guyane et plus spécifiquement dans la région de Saint-Laurent-du-Maroni, ville frontière avec le Surinam. Pour prendre la pleine mesure des dynamiques migratoires de l'espace transfrontalier, que définit le fleuve Maroni, nous considérerons une situation dans laquelle les phénomènes de mobilité et de circularité déployés par les populations, principalement businenge, sont importants. Nous nous placerons donc des deux côtés de la frontière et verrons comment les migrants haïtiens deviennent aussi des migrants transfrontaliers qui s'approprient et informent l'utilisation de la frontière. Le troisième point introduit la manière dont les migrants négocient leur insertion dans le jeu social, culturel et économique de l'ouest guyanais.
- 5 Des passages au Surinam, où la variabilité dans la circulation migratoire haïtienne questionne la notion de transit en tant que forme spécifique de déterritorialisation et de reterritorialisation combinant le jeu des possibles autour de la mobilité et de l'ancrage, à la manière dont s'entrecroisent migrations internationales et migrations transfrontalières, les données présentées invitent à interroger la conjugaison ou le possible glissement d'une catégorie à une autre.

1. Quitter Haïti pour « voyager » en Guyane

- 6 Pour situer l'importance de l'émigration en Haïti, il faut signaler que ce pays est aujourd'hui un des pays, voire le pays, de la Caraïbe d'où on émigre le plus. On estime que les Haïtiens qui vivent en dehors de leur pays seraient près de 2 millions pour une population totale de 9 millions de personnes⁶. Au cours du XX^{ème} siècle, les migrations se sont d'abord effectuées en direction de la Caraïbe (notamment vers Cuba et la République dominicaine) avant de s'élargir aux États-Unis, au Canada, à la France et, dans une moindre mesure, à certains pays africains. Mais, c'est à partir de la fin des années soixante-dix que l'émigration augmente ; la conjoncture politique liée à la dictature duvaliériste et la situation économique sont certes des raisons à la migration mais, dans le contexte haïtien, l'émigration est aussi une réalité fantasmée qui, bientôt, n'exclut plus les couches défavorisées de la population. L'idée de « l'étranger » porte celle de réussite, d'épanouissement, de vie et ceux qui n'appartiennent pas à l'élite socio-économique partent eux aussi « chercher la vie », pour reprendre l'expression utilisée pour présenter les raisons et les projets migratoires.

- 7 C'est dans ce cadre que l'émigration en direction de la France, connue dès les années cinquante, s'élargit au-delà des frontières hexagonales au début des années quatre-vingt. Relais vers la France métropolitaine et/ou lieux d'installation, la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane deviennent des lieux de migration. Désormais, les trois départements français d'Amérique comptent plusieurs milliers de migrants en provenance d'Haïti. Toutefois, c'est en Guyane que les mouvements sont les plus importants.
- 8 La migration haïtienne en direction de la Guyane débute à la fin des années soixante. Elle ne concerne d'abord que quelques centaines de personnes. Originaires des départements du sud d'Haïti (département du Sud, des Nippes, de la Grande Anse), les migrants qui se dirigent vers la Guyane, s'ils ne figurent pas parmi les plus pauvres, sont néanmoins, pour la majorité, d'anciens cultivateurs aux moyens très modestes. Fondés sur des relations familiales et des relations d'interconnaissance, progressivement des réseaux vont émerger. Au début des années quatre-vingt, les entrées, qui se font par voie aérienne, prennent de l'ampleur. Actuellement, les Haïtiens figurent pourtant, avec les Brésiliens et les Surinamais, parmi les « étrangers » les plus nombreux du département⁷.
- 9 Or, si l'émigration en direction de la Guyane s'est poursuivie, son mode migratoire s'est néanmoins modifié. En 1980, l'obligation de posséder un visa pour pénétrer sur le sol guyanais contrarie le mouvement. Aussi, une nouvelle route émerge-t-elle pour ceux qui, candidats pour quitter Haïti, ne peuvent « voyager » légalement, c'est-à-dire après avoir obtenu un passeport, un visa, une invitation d'un proche résidant légalement à l'étranger ou l'autorisation d'un regroupement familial, ainsi que de nombreux autres documents, dans un contexte où l'arbitraire préside bien souvent à leur délivrance⁸. C'est désormais par le Surinam que des filières sont mises en place par l'intermédiaire d'« agences » (*ajans*) et de passeurs (*raketè*). Cette organisation permet d'organiser les départs, d'obtenir les passeports, les billets d'avion et un permis d'entrée sur le territoire surinamais d'une validité de trois mois⁹. Du démarcheur que l'on peut rencontrer dans les bourgs ruraux du sud d'Haïti, à la personne qui achète le billet d'avion à Port-au-Prince, à celle qui permet d'obtenir un passeport, au chauffeur de taxi de l'aéroport de Paramaribo, au tenancier de la pension où les migrants séjournent, au chauffeur qui conduit jusqu'à Albina, au piroguier grâce auquel on traverse le Maroni, aux chauffeurs qui conduisent jusqu'à Cayenne, le système fait intervenir de nombreux bénéficiaires et intermédiaires¹⁰.
- 10 Telle est la situation qui prévaut encore. Des changements sont néanmoins en train de s'opérer ; les autorités surinamaises, engagées dans des pratiques de normalisation et dans un durcissement de la politique des contrôles, ne délivrent plus si facilement des permis d'entrée aux ressortissants haïtiens et les trajets migratoires se réorientent. De plus en plus nombreux sont les Haïtiens qui passent par le Brésil ou par le Pérou puis le Brésil pour pénétrer en Guyane¹¹.

2. En passant par le Surinam...

- 11 L'émergence du Surinam dans la circulation migratoire des Haïtiens en direction de la Guyane pose la question de la désignation de cet espace comme « lieu de transit » et de la qualification des Haïtiens comme des « migrants de transit ». Certes, l'obtention d'un permis d'entrée pour le Surinam et non pour la Guyane donne sens, d'un point de vue institutionnel et normatif, au cadre motivant la désignation comme « lieu de transit ».

Pour autant, non seulement, nous ne sommes pas là dans un espace sans règles ni frontières mais les données montrent qu'il convient de se défaire de l'idée d'un transit vécu par tous de la même manière. Les passages par le Surinam se déclinent en de multiples trajectoires dont les parcours s'élaborent au fil du temps et, parfois, se reconstruisent. Ainsi, si pour certains, le transit peut être court, pour d'autres, contrarié, il sera plus long et, pour d'autres encore, il peut donner lieu à des installations.

2.1. Passages et projets migratoires

- 12 Pour les migrants arrivés par l'intermédiaire de passeurs et dont le « voyage » est prévu jusqu'en Guyane, la ville de Paramaribo est une étape, un point de relais de la mobilité. Arrivés à Paramaribo, c'est le plus souvent au sein de pensions tenues par des compatriotes que les migrants passent leurs premières nuits. Ici, ces compatriotes, en s'intercalant entre les deux pôles du voyage et, en les reliant, contribuent à donner une « identité » à l'espace de transit que représente Paramaribo. Mais, pour ces migrants, la ville n'est rien d'autre qu'un point de relais et bien vite, ils repartiront. De l'autre côté, à savoir en Guyane, de la famille les attend. Un nouveau passeur contacte un chauffeur de taxi pour aller jusqu'à Albina, où sur la rive française du Maroni, un autre passeur prendra le relais. On rencontre aujourd'hui de nombreuses personnes qui sont entrées de cette manière en Guyane, en particulier, depuis une dizaine d'années, des enfants qui viennent rejoindre des parents installés, en situation irrégulière ou non, qui n'ont pas pu ou su obtenir l'autorisation de regroupement ou n'ont pas su effectuer les démarches nécessaires.
- 13 Pour d'autres migrants, cependant venus par la même filière, le passage par Paramaribo peut être plus long : quelques semaines, quelques mois et parfois quelques années. Devenus des migrants illégaux pour n'être pas repartis au terme de la validité de leur permis d'entrée, abandonnés par des passeurs¹², ils ne peuvent que séjourner dans le pays pour se faire un peu d'argent. D'autres attendent de recevoir un pécule de leurs parents installés en Guyane lorsque le prix payé pour le trajet ne prévoyait pas l'arrivée jusqu'au département français. D'autres encore ont ici de la famille ou des amis qu'ils retrouvent et, indécis quant à leur date de départ, peuvent choisir de rester quelques temps. Pour ces personnes, la ville doit s'apprendre. Désormais, on ne la nomme plus « Surinam » mais « Foto », terme localement usité pour désigner « la ville ». Les projets migratoires sont réévalués en fonction des opportunités de rejoindre la Guyane, de trouver du travail mais aussi des compatriotes anciennement installés pour qui, le Surinam, dès leur arrivée, était la destination prévue ou l'est devenue.
- 14 Ces différentes modalités d'être au Surinam ne sont pas cloisonnées, elles se chevauchent, se croisent souvent et ce sont leurs articulations qu'il convient d'interroger à travers l'inscription dans les configurations socio-spatiales dans la ville, la connexion à des réseaux d'activités professionnelles ainsi que les pratiques et les enjeux des liens établis avec la Guyane. À partir de ce que dévoilent ces expériences, tant en termes de représentations que de réalité, c'est le vécu des transits qui peut être questionné.

2.2. Espaces habités, espaces travaillés : apprendre et faire la ville

- 15 À Paramaribo, la présence haïtienne est totalement invisible à certains endroits, visible à d'autres, mais les quartiers où vivent les migrants ne font pas l'objet d'une ségrégation

proprement dite. Certes, en fonction du lieu d'observation, la concentration résidentielle est différente, notamment dans la périphérie de la ville où la présence des migrants est forte dans certains quartiers. Il n'existe donc pas de « quartiers-ghettos » haïtiens en tant que tels mais les migrants sont surreprésentés dans des espaces unanimement présentés comme des « fiefs haïtiens ». Tel est le cas dans les zones de Jarikaba, Uitkijk, Bomaweg, Kwatta, à l'ouest du cœur de la capitale. Ici, dominent les champs de cannes et de bananes et les installations sont souvent en étroite relation avec les possibilités d'activités économiques ; à titre d'exemple, citons les espaces d'installations dans la zone de Jarikaba situés à proximité d'une usine de bananes qui emploient de nombreux migrants¹³.

- 16 À Paramaribo et dans sa périphérie, parmi les premiers secteurs d'activité investis par les Haïtiens figurent en effet le secteur agricole ainsi que le commerce de revente - de produits agricoles et de textile essentiellement -. Les services domestiques pour les femmes, la main-d'œuvre sur les chantiers de construction pour les hommes, figurent également parmi les autres activités exercées. Certes, les migrants s'insèrent dans des lieux et des activités qui permettent aussi de « légitimer » leur présence, laquelle répond à un besoin de main-d'œuvre mais les emplois sont très souvent mal payés, à durée limitée, peu qualifiés, pénibles.
- 17 Pour une grande majorité, l'accès à une activité s'effectue par l'intermédiaire d'un parent ou d'un compatriote. De ce point de vue, les espaces habités jouent un rôle important¹⁴. Et, de manière proche de ce que l'on peut observer en Guyane, les arrivants ne communiquent que très peu avec les membres d'autres groupes¹⁵. Pour eux, les relations, quand elles ne s'inscrivent pas dans la parenté, dépendent de la nationalité et l'appréhension ou la pratique de l'« autre » passe par la présence des compatriotes. Il en va de même pour la circulation de l'information susceptible de reconstruire le projet migratoire¹⁶. Or, pour beaucoup, la situation vécue au Surinam n'avait pas été envisagée depuis Haïti. Cependant, inscrite dans la continuité du parcours migratoire, tant qu'elle est lue comme une étape, y compris si elle doit être longue, elle n'est pas nécessairement vécue comme relevant de l'ordre de la contrainte. Et, puisque « chercher la vie » est une question de « chance » et que, quoi qu'il arrive, « tout est dans les mains du Bon Dieu » : s'il faut attendre, on attend¹⁷.
- 18 Mais, il est important d'insister sur le fait que si l'insertion économique, a fortiori celle des derniers arrivés, montre une certaine relégation dans les secteurs les plus bas du marché du travail, la possibilité d'exercer des activités connues et pratiquées en Haïti est un aspect fréquemment souligné. C'est le cas notamment de l'activité agricole pour les hommes qui pratiquent au Surinam, comme en Guyane, l'agriculture itinérante sur brûlis¹⁸. La force de travail que cela nécessite, les connaissances et l'expérience acquises en tant qu'anciens paysans sont mises en avant, susceptibles de rehausser l'image négative à laquelle elles renvoient.
- 19 Les femmes, de leur côté, qu'elles commercialisent, sur les marchés locaux, les produits cultivés au sein de l'unité familiale ou ceux qu'elles ont achetés chez un producteur, ou qu'elles vendent des textiles dans le cadre d'un commerce ambulant, retrouvent aussi dans l'activité commerciale des pratiques connues en Haïti. La présence au Surinam est comparée avec ce que l'on a connu en Haïti où « tout le monde, n'importe où, peut monter son commerce ». Et, pour certaines de ces « revendeuses haïtiennes » ou « marchandes », comme elles s'auto-désignent, l'activité commerciale à Paramaribo se connecte aux réseaux économiques transfrontaliers construits par d'autres migrantes en situation régulière installées au Surinam ou en Guyane¹⁹. De Paramaribo à Saint-Laurent,

en Guyane, mais aussi de Paramaribo à Caracas, et parfois de Caracas à Miami en passant par Port-au-Prince, ces commerçantes, en utilisant les frontières, mettent en place un système commercial qui reproduit des stratégies connues en Haïti.

- 20 L'appréhension de la situation vécue passe par le fait de pouvoir pratiquer une activité indépendante en l'absence de contrainte hiérarchique mais il est entendu que la situation doit être replacée dans le contexte de dynamique économique qui caractérise Paramaribo, ville importante de l'espace des Guyanes. En outre, la valorisation de l'accès au travail selon des normes qui conviennent prend sens dans un cadre où une régularisation administrative préalable n'apparaît pas comme étant nécessaire. L'absence, au Surinam, de tracasseries administratives de la part des autorités est évoquée très couramment et l'argument de la libre circulation alors que l'on ne possède pas de papiers est avancé et mis en parallèle avec ce que l'on connaît, ce que l'on pense connaître sur la Guyane.
- 21 Cet aspect n'est pas sans lien avec les modifications des projets migratoires et les retours de certains migrants au Surinam après avoir pu rejoindre la Guyane. Comme l'explique cet homme, venu en Guyane après être resté six mois au Surinam, près de Paramaribo :
- 22 « Moi je vais retourner de l'autre côté. Je suis venu ici parce que c'est mieux, tu fais plus d'argent...l'euro c'est mieux que la monnaie du Surinam mais il n'y a pas de travail ici et en plus il te faut les papiers. De l'autre côté, tu te débrouilles, tu fais un peu de commerce, tu cultives, et même si tu n'as pas de papiers, ça va quand même. La police veut que tu aies de papiers mais si elle t'arrête, elle te relâche. Un jour, elle m'a arrêté, j'ai passé deux jours au commissariat à Foto, et puis je suis parti... Que voulais-tu qu'elle fasse ? Dans ce pays, même les gens du pays n'ont pas de papiers ! Et, tu sais, tu peux aussi t'arranger avec elle... La police derrière²⁰, elle peut comprendre... » (Mana, traduit du créole, mars 2009).
- 23 Cela étant, les représentations et les discours restent très ambivalents. Parmi les motifs cités pour ne pas rester au Surinam figure d'abord la situation économique déclinée à travers des revenus trop bas, une polyactivité nécessaire, le manque de stabilité dans l'emploi ou la valeur de la monnaie surinamaïse comparée celle de l'euro. Chez ceux qui évoquent davantage que les autres, le désir de partir, c'est la question économique qui motive pour mettre fin à ce qui présente alors comme « l'attente » au Surinam. À cela s'ajoute l'idée de la France à travers l'idéal démocratique qu'on lui attribue ou encore la proximité historique entre la « nation haïtienne » et la « nation française ». De ce point de vue, la Guyane en tant que « pays de la France » est construit comme « horizon d'attente », pour reprendre la formule de R. Koselleck (1997). Cette construction permet d'espérer un changement de situation et les locutions telles que « pays de Dieu » ou « pays béni » viennent rappeler la valeur symbolique et imaginaire attribuée à la « nation française ». Pour ceux qui, du Surinam, sont des « partants » en Guyane, les deux espaces ne semblent pas interchangeables.

3. Du Surinam à la Guyane

- 24 En Guyane, la majorité des migrants haïtiens se concentre dans l'agglomération de Cayenne. Toutefois, ils sont de plus en plus nombreux, venant du Surinam, à s'installer dans l'ouest du département, dans la région de Saint-Laurent-du Maroni et de Mana. Du fait de leur situation irrégulière, ils ne peuvent franchir le barrage permanent de la

gendarmerie le long de l'unique route menant à Cayenne, les empêchant de rejoindre des parents installés²¹. Parfois vécues comme un nouveau « transit », en attendant une régularisation à laquelle on croit d'autant plus que la présence est ancienne, les installations dans cette région montrent des formes d'appropriation de l'espace transfrontalier par la mise en pratique d'activités économiques articulées aux passages par le Surinam.

- 25 À la dynamique économique qui caractérise Paramaribo s'associe celle de la zone frontalière avec la Guyane, où l'espace du fleuve Maroni, axe de communication, limite politique et territoire de vie pour les populations du fleuve, est devenu un véritable carrefour économique. Dans le rapport établi entre la Guyane et le Surinam, c'est notamment le commerce de produits, fondé sur le différentiel de production – de ses coûts – de richesses et de pouvoirs d'achat entre les territoires nationaux, qui s'impose. Il relie Paramaribo, Albina, Saint-Laurent-du-Maroni et Cayenne. Mais, c'est surtout dans l'ouest guyanais que les marchandises manufacturées et les matières premières (essence, riz, viande) proviennent majoritairement du Surinam. Dans une économie informelle structurée, les villes de Saint-Laurent du Maroni et d'Albina sont des centres et des relais²².
- 26 Cette dynamique transfrontalière, que nourrissent les mobilités et les échanges marchands, est largement déterminée par la présence de groupes businenge qui représentent aujourd'hui plus du tiers de la population de la région²³. Ils assurent exclusivement le transport sur le fleuve qui, pour eux, est, on l'a dit, un territoire de vie. Dans ce cadre, les Haïtiens qui partagent, dans plusieurs zones, une proximité spatiale avec les Businenge, qu'ils nomment les « Bosh »²⁴, utilisent, eux aussi, l'espace transfrontalier ; ses possibilités en matière d'économie sont reconnus et apparaissent comme des ressources.
- 27 Dans un contexte où les circulations entre les deux rives-frontières sont constantes, les migrants s'approprient la manière d'utiliser un territoire de mobilités et l'espace de la frontière est vécu avec une certaine familiarité. Effectivement, si les activités exercées diffèrent peu de celles observées à Paramaribo et que l'agriculture, dans le cadre d'une exploitation familiale²⁵, est pour beaucoup la principale activité -les produits cultivés sont vendus aux Créoles, aux Chinois et aux Hmong²⁶-, nombreux sont cependant ceux à s'inscrire dans la dynamique transfrontalière par le biais du commerce notamment. Du Surinam, ils vont en Guyane pour vendre des produits achetés bien moins cher de ce côté-là de la frontière ; de Guyane, ils vont au Surinam pour un travail occasionnel pour quelques semaines, pour quelques mois, tout en restant installés dans la région française où les enfants sont scolarisés. Notons que certains migrants régularisent parfois leur séjour sur le territoire surinamais en s'enregistrant comme « étranger résident » ; on sait aussi qu'ainsi, en cas de reconduite à la frontière en Guyane, on peut être renvoyé au Surinam et non en Haïti²⁷. Il y a aussi ceux qui, de cet Ouest guyanais, sont repartis s'installer au Surinam. Certes, leur installation n'est pas pour autant vécue comme définitive. S'ils trouvent des papiers pour séjourner en Guyane, ils y retourneront ; si des compatriotes leur proposent un travail temporaire, ils traverseront et s'installeront pour quelques semaines, pour quelques mois ou pour plus longtemps encore. La Guyane comme la Surinam s'inscrivent dans le champ des possibles par la maîtrise que l'on a d'eux ; déjà parcouru, les allers et retours se répètent.
- 28 Pour beaucoup de migrants sans titre de séjour, arrivés du Surinam depuis parfois plus d'une dizaine d'années, ce n'est plus « la Guyane » qui est une destination imaginée et

espérée, c'est la ville de Cayenne, où ils ne peuvent se rendre sans risquer une arrestation mais où ils pensent que les Haïtiens sont mieux traités. La certitude de pouvoir accéder, en étant à Cayenne, à un emploi plus valorisant, à un logement, et de rejoindre plus facilement « la France » est partagée. Nouvelle frontière pour un contrôle dans l'espace du territoire national, le barrage de gendarmerie contribue à la construction de frontières imaginées à l'intérieur du groupe lui-même. Entre les migrants qui vivent dans l'Ouest et ceux qui sont installés à Cayenne, différentes « qualités d'Haïtiens » sont produites. Et, lorsque l'on entend des propos tels que : « Derrière[le Surinam], c'était mieux parce que ici, on est des Marrons », les Haïtiens ne signifient pas leur connaissance du processus historique du marronnage dont sont nées les sociétés businenge qu'ils côtoient. Lorsque le terme « marron » est employé, il l'est dans le sens créole. Dans les créoles à base lexicale française, l'expression *neg mawon* (« nègre marron ») signifie « bandit », « voleur », « fuyard ». Le *neg mawon* est celui qui doit fuir. Aussi, ceux qui doivent savoir fuir pour « chercher la vie », ce sont eux.

- 29 Les transits des Haïtiens par le Surinam prennent sens en fonction de réseaux sociaux antérieurs, des politiques migratoires, des chemins contraints qu'elles dessinent, mais aussi de la dynamique qui naît à partir d'eux.
- 30 Dynamique ordonnée et ordonnante, les transits se déclinent en autant d'expériences de passage desquelles se dévoilent des formes de mobilité diverses, néanmoins articulées entre elles. Ensemble, elles reconfigurent les formes, les temps et les espaces de la circulation migratoire ; elles montrent la manière dont se transforme la migration. Elles influent sur le glissement d'une migration définie linéairement par rapport à un espace de départ et un espace d'arrivée à une migration d'où émergent plusieurs territoires de mobilités. Or, au sein d'un espace migratoire redessiné, de nouveaux réseaux de relations, de nouvelles circulations, en se connectant et en croisant d'autres, différentes, construisent des « terrains de mobilités » où, plus que des territoires, c'est la manière d'utiliser ces derniers qui est appropriée. Ces « terrains de mobilités » ainsi construits sont certes dépendants du contexte et de l'orientation initiale dans laquelle la migration s'inscrit et, de ce fait, le requièrent. Mais, à leur tour, ils génèrent et constituent des contextes. De leurs expériences, les données montrent comment la continuité, passée à l'estompe, permet de nouvelles règles combinatoires dans un jeu où les scènes sont multiples. Construites dans l'interdépendance, sur chacune d'elles s'y déploie l'altérité du migrant tandis que s'élabore l'identité du circulant.

BIBLIOGRAPHIE

Anouilh, Dominique. 1995. La France, la Guyane et la guérilla (1986-1992). Implications de la crise surinamienne en Guyane française. GRHI, Université de Toulouse II.

Bastide, Roger, [1967] 1996. Les Amériques Noires, les civilisations africaines dans le nouveau monde. Paris, L'Harmattan.

Collomb, Gérard, Jolivet, Marie-José, 2008. « Entre affrontement et « communauté de destin » : les voies du multiculturalisme », in G. Collomb, M.-J. Jolivet (coord.), *Histoires, identités et logiques ethniques. Amérindiens, Créoles et Noirs Marrons en Guyane*. Paris, CTHS, p. 7-25.

Cimade, 1993. *Les gens de Guyane. Éléments de compréhension pour une manière d'accueillir l'étranger*. Cimade Information, n° spécial.

Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique, 2003. *Résultats préliminaires du 4^{ème} Recensement Général de Population et d'Habitat*, Port-au-Prince, Haïti.

Institut National de la Statistique et des Études Économiques, 1999. *Recensement de la population*.

Institut National de la Statistique et des Études Économiques, 2006. *Atlas des populations immigrées en Guyane*, INSEE Guyane, ACSE, septembre.

France-Guyane, 17/06/77.

Jolivet, Marie-José. 1982. *La question créole. Essai de sociologie sur la Guyane française*. Paris, ORSTOM, Coll. Mémoires, n° 96.

Jolivet, Marie-José. 1986. « Nécessité et permutabilité de l'étranger dans la construction identitaire créole ». In *Vers des sociétés pluriculturelles : études comparatives et situation en France*. Actes du Colloque de l'Association Française d'Anthropologie, Paris, 9-10-11 janvier 1986, Paris, ORSTOM, p. 418-427.

Jolivet, Marie-José, 1989. « Introduction à la question des ethnies et des frontières en Guyane ». In *Question d'identités comparées*, ORSTOM, p. 117-131.

Jolivet, Marie-José. 1990. « Entre autochtones et immigrants, diversité et logique des positions créoles guyanaises ». *Études Créoles*, XIII 2, p. 11-32.

Jolivet, Marie-José, 1997. « La créolisation en Guyane. Un paradigme pour une anthropologie de la modernité ». *Cahiers d'Études Africaines*, « La Caraïbe. Des îles au continent », vol. 37, n° 148, fasc. 4, p. 813-838.

Koselleck, Reinhart, 1997. *L'expérience de l'histoire*. Paris, Gallimard, Le Seuil. Coll. Hautes Études.

Laëthier, Maud, 2007. *Être haïtien et migrant en Guyane française*. Thèse en Anthropologie Sociale, Ethnologie, Ethnographie, Paris, EHESS.

Piantoni, Frédéric. 2002. « Les recompositions territoriales dans le Maroni : relation mobilité-environnement ». *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 18, n° 2, p. 11-49.

NOTES

1. Ce texte est une version remaniée de la communication présentée au Colloque international « Migrations de transit en Afrique. Dynamiques locales et globales, gestion politique et expériences d'acteurs », qui s'est tenu du 10 au 12 décembre 2009 à l'Université de Nice Sophia Antipolis.

2. Sur le processus de formation socio-historique de la société créole en Guyane et sur l'évolution des rapports entre les groupes, je renvoie le lecteur aux travaux de M.J. Jolivet : 1982, 1986, 1989, 1990, 1997.

3. Sur les 160 000 habitants recensés dernièrement, les « étrangers » sont évalués à plus du tiers de la population totale (INSEE, 2006).

4. Ces mobilités concernent particulièrement les groupes amérindiens et businenge. Ces populations sont présentes sur les rives des deux fleuves-frontières et leurs circulations, parfois très anciennes, relèvent d'un mode de vie qui associe rive droite et rive gauche ; rives française, surinamaïse, brésilienne. Le terme « businenge », de langue nenge (créole à base lexicale anglaise), vient de l'anglais « Bush Negroes » ou du hollandais « Bos Negers » et signifie littéralement « Nègres des bois ». Aujourd'hui, il désigne les groupes descendants d'esclaves qui ont fui les plantations de l'ancienne Guyane Hollandaise (aujourd'hui Surinam) dès le XVII^{ème} siècle. Encore appelés « Noirs Marrons », par référence au processus historique du marronnage, les Businenge présents aujourd'hui en Guyane sont constitués en plusieurs groupes : Aluku, Ndjuka, Paamaka, Saamaka.
5. Les données présentées ont été recueillies à partir d'enquêtes menées sur une période qui s'est étalée entre février 2008 et novembre 2009 dans le cadre du programme de recherche « Dynamiques des circulations migratoires et mobilités transfrontalières entre Guyane, Surinam, Brésil, Guyana et Haïti » (ANR/AIRD). Ces données s'ajoutent à d'autres recueillies en Guyane et en Haïti depuis 2001.
6. Selon les résultats corrigés du 4^{ème} Recensement général de population et d'habitat (RGPH, 2003), Haïti compte aujourd'hui près de neuf millions d'habitants.
7. Selon les données de l'INSEE, ils sont respectivement estimés à environ 9 %, 5 % et 11 % de la population totale. Les migrants haïtiens représenteraient 30 % de la population immigrée du département (INSEE, 2006).
8. Certes, une filière (« filon ») qui permet d'acheter un visa « court séjour », portant la mention « Départements français d'Amérique », pour entrer en Guyane, existe mais le coût est très élevé.
9. Lorsque les migrants viennent par ce que l'on appelle le « décollage », les documents avec lesquels ils voyagent sont aussi vrais que faux. Il s'agit de vrais passeports qui possèdent déjà un permis d'entrée mais sur lesquels on a collé la photographie de celui qui voyage sans changer le nom de l'ancien possesseur du document. L'illégalité de cette pratique apparaît relative : on voyage sous une fausse identité mais avec des vrais papiers et un vrai permis d'entrée.
10. Dans cette organisation, une place particulière revient aux passeurs pour qui la migration est devenue une marchandise.
11. Le tarif exigé par les passeurs est, pour le moment, le même que celui imposé par la « route du Surinam » - il est d'environ 3000 \$. Or, les conditions dans lesquels s'effectuent les trajets sont bien différentes et il est communément admis que « voyager par cette route », c'est « mal voyager » du fait de la dureté du voyage.
12. Lorsqu'un migrant voyage « par décollage » (cf. supra), il arrive souvent qu'au préalable il ait donné son propre passeport à l'« agence ». Son passeport est conservé par le passeur et, au Surinam ou en Guyane, lorsque le migrant veut le récupérer, cela peut lui être difficile. En cas d'impossibilité, il se retrouve sans aucun justificatif d'identité.
13. En 2001, la fermeture de l'usine avait contribué à plusieurs départs vers la Guyane.
14. L'analyse des réseaux personnels des migrants présents en Guyane a également montré l'importance de l'origine régionale ou villageoise commune autour de laquelle s'agence l'organisation des espaces habités. Cf. M. Laëthier, 2007.
15. Précisons que le Surinam et la Guyane ont en commun une configuration socioculturelle hétérogène. Au Surinam, aux deux groupes dominants, Créole et Hindustani, s'associe une importante présence javanaise, une forte minorité businenge et des groupes de migrants en provenance principalement du Guyana (ancienne Guyane anglaise) et de Chine. À Paramaribo, Créoles et Hindustanis sont majoritaires tandis que le long de la frontière avec la Guyane, ce sont les Businenge. Dans l'ensemble du pays, les Créoles formeraient aujourd'hui 31 % de la population, les Hindustanis 37 %, les Javanais 15 % ; les Businenge 10 %, les Amérindiens 3 %, les Chinois 1 %. Sur le plan politique, cela se traduit par une coalition de gouvernement rassemblant

des partis « ethniques » : Créoles, Hindustanis, Javanais et, depuis 2005, Businenge (G. Collomb, M.-J. Jolivet, 2008, p. 23).

16. Les rencontres et les échanges d'informations s'effectuent également par la participation aux cultes protestants au sein des différentes églises tenues par des compatriotes.

17. Le vécu, parfois douloureux, engendré par certaines situations s'exprime principalement par le registre fondé sur la religion chrétienne : « chaque vie est sous la volonté de Dieu ».

18. « Abattis » est le nom donné à la surface cultivée après abattage et brûlage.

19. Signalons qu'au-delà de ce type de déplacement commercial, Paramaribo tend à devenir un lieu privilégié pour voyager. Des migrants en situation régulière qui vivent en Guyane fréquentent l'aéroport de Paramaribo pour se rendre en Haïti ou aux États-Unis ; les tarifs des billets étant moins élevés que dans le département français. Mais de Guyane, c'est aussi d'ici que les personnes en situation irrégulière, le plus souvent contraintes par les funérailles d'un proche à organiser ou par la nécessité de se faire soigner là où la « magie » est la plus forte, rejoignent Haïti.

20. Terme utilisé pour signifier, de Guyane, le Surinam, cf. infra.

21. Ce barrage, situé à Iracoubo, est également construit comme une frontière pour ceux en situation régulière vivant à Cayenne. Ainsi, lorsqu'elles n'empruntent pas le fleuve pour se soustraire aux contrôles systématiques, les commerçantes peuvent se faire saisir les marchandises ramenées du Surinam.

22. Les coûts sont réduits de 40 % à 60 %. À titre d'exemple des implications d'une économie transfrontalière, citons le transport et la revente d'essence, produit peu taxé au Surinam par rapport à la Guyane, qui font l'objet d'un commerce important entre les deux rives -l'activité aurifère favorisant ce commerce. Cf. F. Piantoni, 2002.

23. L'importance des récentes migrations businenge, principalement Ndjuka, en provenance du Surinam est liée au conflit qu'a connu le pays entre 1986 à 1992. Selon les sources, entre 9 000 personnes (D. Anouilh, 1995) et 13 000 personnes (CIMADE, 1993), au moment du conflit, avaient migré du côté français du Maroni. Depuis, les camps que la France avait mis en place sur les communes de Saint-Laurent et de Mana sont devenus des lieux d'installation durable, malgré des régularisations administratives qui n'ont pas toujours été obtenues.

24. Les Haïtiens ne font que rarement la distinction entre les différents groupes businenge ; ils les appellent le plus souvent « Saamaka » ou « Bosh ».

25. La culture des abattis s'effectue souvent sur des terres qui appartiennent à des Créoles dans le cadre de fermage ou de métayage. Dans d'autres cas, les migrants exploitent une terre appartenant au domaine de l'État ; l'occupation se réalise sans titre. Or, sur la commune de Saint-Laurent, les migrants en situation régulière sont de plus en plus nombreux à chercher à légaliser leur occupation en déposant une demande de concession. Des transformations dans la répartition des terres sont ainsi en cours.

26. À partir de 1977, le gouvernement français a organisé l'installation des Hmong, réfugiés laotiens, dans les villages de Cacao et de Javouhey. S'étant spécialisés dans le maraîchage, les Hmong ont, depuis les premières années de leur arrivée, alimenté les marchés de Guyane. Aujourd'hui, la situation change et, dans l'Ouest, les Haïtiens cultivent parfois les produits que les Hmong revendent.

27. Au cours de l'année 2009, près de 8000 reconduites à la frontière pour le seul département de la Guyane ont été enregistrées, soit près du tiers des reconduites recensées sur l'ensemble du territoire français.

RÉSUMÉS

Cet article porte sur l'analyse des circulations migratoires à partir d'Haïti et en direction de la Guyane française. Il traite de l'émergence et du développement du rôle joué par le Surinam dans ces circulations. Après avoir étudié la mise en place des réseaux migratoires haïtiens vers la Guyane, nous verrons que le durcissement de la politique française d'immigration, à partir des années quatre-vingt, contribue à l'agencement d'un nouveau mode migratoire passant par le Surinam voisin. Les différentes modalités sous lesquelles s'effectuent les passages par la capitale, Paramaribo, montreront comment, pour certains migrants, cette ville est un point de passage d'où, bientôt, ils repartiront, tandis que pour d'autres, dans l'obligation d'attendre, il s'agit de s'approprier l'espace. Des vécus du passage qui affectent différemment l'expérience migratoire à l'insertion négociée dans le jeu économique, social et culturel de la région transfrontalière, les données illustrent la combinaison, dans le transit, de la mobilité et de l'ancrage, en même temps que la transformation d'une migration internationale en une migration transfrontalière.

INDEX

Index chronologique : XXI^e siècle

Mots-clés : Frontière, Guyane, Migration haïtienne, Surinam, Transit

Index géographique : Guyane, Surinam

AUTEUR

MAUD LAËTHIER

Chargée de recherche IRD

Université Paris 7 Denis Diderot, Unité de recherches Migrations et Société (URMIS), IRD / UMR n

° 205